

**La face cachée
de la monnaie**

LE CRÉDIT et son INTÉRÊT

Néo: Je n'aime pas l'idée de ne pas avoir le contrôle de ma vie.

Morpheus : Tu es ici parce que tu sens qu'il y a quelque chose qui « ne tourne pas rond » dans ce monde. Tu ne te l'expliques pas mais c'est en toi, comme une écharde dans ton esprit... et ça te rend fou. Sais-tu de quoi je parle?

Néo: De la Matrice.... ?

(suite au dos)

La face cachée de la monnaie No 2 LE CRÉDIT ET SON INTÉRÊT

Rédaction journArles
Maison de la vie associative
Boulevard des lices
13200 Arles
www.journArles.org
bureau@journalarles.org

Licence créative commons
Dépôt légal : mai 2010
ISBN : 978 2 913492 86 8
co-édition avec



Edition Yves Michel
5 Allée du Torrent
F-05000 GAP
www.yvesmichel.org

Mise en page : Hannes Lammler
Imprimeur : ARLES OFFSET F-13200 ARLES

Première édition mai 2010 1500 exemplaires
Les brochures de cette série

La face cachée de la monnaie
peuvent être téléchargées sur le site
www.journArles.org
bureau@journalarles.org

LA TERRE TREMBLE
LA BANQUE TRAÎTE !



La face cachée de la monnaie LE CRÉDIT ET SON INTÉRÊT

Préface	2
La Parabole du pêcheur	3
L'invention de l'argent est un énorme pas en avant	5
L'argent facilite les échanges	6
Monnaie, devises, fric, flouze, blé, thune, pognon, argent	10
La justification des intérêts	12
La monnaie est un joker	16
Mais qui a bien pu inventer l'intérêt ?	18
La règle de 72	19
Au coeur de la croissance	20
A combien se montent les intérêts cachés ?	22
Un remède génial existe	25
Un remède régional contre la crise	26
Les erreurs du système monétaire sont ignorées...	32
Epilogue	34

Préface

Dans LA FACE CACHÉE DE LA MONNAIE N° 1 l'histoire intitulée «*L'Île des naufragés*», décrivait l'introduction de la monnaie et l'arnaque possible de l'étalon or. A l'évidence, la monnaie n'avait sur cette île – et par conséquent dans nos sociétés – aucunement besoin d'un étalon or. Cette pseudo garantie de la valeur ne sert qu'à justifier « psychologiquement » l'intérêt. « *Je vous prête mon or en forme de billets, je renonce par billets interposés à ma richesse, alors il faut me donner une rémunération pour ma générosité...* ». Aujourd'hui, en pleine crise de la finance privatisée, il est urgent de repenser et de rediscuter les fondements du système du crédit et de le transformer.

Ce texte se base d'une manière importante sur les travaux d'un juge constitutionnel allemand Dieter Suhr (1939-1990) en utilisant la traduction française de Peter Knaur *Une faute structurelle de notre système monétaire ?*

Les dessins de cette brochure ont été réalisés par CHRISKE - Christian Kessler - à l'exception du dessin de Morpheus sur la quatrième de couverture qui est issu du court métrage THE MEATRIX (voir bibliographie). Si malgré nos efforts vous trouverez dans ce texte des mots et notions inconnus, essayez de consulter les explications de Wikipedia sur Internet.

Dieter Suhr, *The Capitalistic Cost-Benefit Structure of Money*, Berlin, Heidelberg, New York : Springer Verlag 1989, ISBN 3540-51138-5. Dieter Suhr, *Neutral Money Network* : <http://userpage.fu-berlin.de/~roehrigw/suhr/nngengl.html>

La Parabole du pêcheur

Un investisseur américain se promène au bord de l'eau dans un petit village côtier mexicain. Un bateau rentre au port, chargé de plusieurs thons. L'Américain complimente le pêcheur mexicain sur la qualité de ses poissons et lui demande combien de temps il lui a fallu pour les capturer. - « Pas très longtemps », répond le Mexicain. - « Mais alors, pourquoi n'êtes vous pas resté en mer plus longtemps pour en attraper plus ? », demande le banquier. Le Mexicain répond que ces quelques poissons suffiront à subvenir aux besoins de sa famille. L'Américain demande alors : - « Mais que faites-vous le reste du temps ? »

- « Je fais la grasse matinée, je pêche un peu, je joue avec mes enfants, je fais la sieste avec ma femme. Le soir, je vais

au village voir mes amis. Nous buvons du vin et jouons de la guitare. J'ai une vie bien remplie. »

L'Américain l'interrompt :

- « J'ai un M.B.A.(diplôme de maîtrise en administration économique) de l'université Harvard et je peux vous aider. Vous devriez commencer par pêcher plus longtemps. Avec les bénéfices dégagés, vous pourriez acheter un plus gros bateau. Avec l'argent que vous rapporterait ce bateau, vous pourriez en acheter un deuxième et ainsi de suite jusqu'à ce que vous possédiez une flotte de chalutiers. Au lieu de vendre vos poissons à un intermédiaire, vous pourriez négocier directement avec l'usine, et même ouvrir votre propre usine. Vous pourriez alors quitter votre petit village pour Mexico City, Los Angeles, puis peut être New York, d'où vous dirigeriez toutes vos affaires ».

Le Mexicain demande alors : -

« Combien de temps cela prendrait-il ? »

- « 15 à 20 ans », répond le banquier.

- « Et après ? »

- « Après, c'est là que ça devient intéressant », répond l'Américain en riant. « Quand le moment sera venu, vous pourrez introduire votre société en bourse et vous gagnerez des

millions. »

- « Des millions ? Mais après ? »

- « Après, vous pourrez prendre votre retraite, habiter dans un petit village côtier, faire la grasse matinée, jouer avec vos enfants, pêcher un peu, faire la sieste avec votre femme, et passer vos soirées à boire et à jouer de la guitare avec vos amis. »



Couturier affamé cherche boulanger qui a froid !

Dans une économie de subsistance individuelle sans échange comme celle de Robinson sur son île, le bien-être des personnes ne sera pas très élevé. Mais le bonheur est présent. Dans une société d'échanges de biens, une division du travail commence à se réaliser. Mais l'échange direct de biens n'admet pas de grandes distances géographiques et très difficilement des délais importants. Il reste compliqué de trouver des partenaires qui ont besoin de ce que je produis et qui en même temps peuvent offrir exactement ce qui me manque. Chaque échange en nature se suffit à lui même et n'appelle pas d'échanges ultérieurs sauf si on doit passer pour obtenir le bien désiré par toute une suite d'échanges. Le boulanger

n'a pas froid, il n'est donc pas intéressé par les vêtements que le couturier voudrait lui offrir. Celui-ci doit trouver quelqu'un d'autre qui accepterait les vêtements produits en échange d'un bien dont le boulanger aurait besoin. Ainsi seulement le couturier obtiendra le pain du boulanger. Vu l'obligation de recourir à plusieurs intermédiaires, il aura perdu beaucoup de temps et d'énergie.

L'invention de l'argent est un énorme pas en avant.

L'argent est un médiateur universel pour toute sorte d'échanges de biens et de services. Il a en plus l'avantage de pouvoir être divisé et reconstitué de nouveau. Un billet de vingt € vaut autant que deux billets de dix € et vice versa. Cela ne serait pas le cas si nous n'avions que

des pierres précieuses comme intermédiaire de nos échanges. Les deux moitiés d'une pierre précieuse n'auraient pas la même valeur que la pierre avant sa division et elles ne pourraient plus être reconstituées. L'usine d'automobiles n'a pas besoin de fleurs. Mais le fleuriste peut vendre ses roses pour de l'argent, et après en avoir gagné suffisamment, il sera en mesure de se procurer une voiture. Cependant, après la vente des roses et l'achat de la voiture, tout n'est pas fini au contraire de l'échange direct, le troc. Cet intermédiaire universel qu'est l'argent reste disponible pour de nouveaux échanges. L'usine peut utiliser l'argent qu'elle a reçu pour rémunérer ses ouvriers, et ceux-ci vont de nouveau employer ce même argent pour se procurer les provisions dont ils ont besoin.

L'argent facilite les échanges.

Un clown entre dans le manège d'un cirque où il voit briller un billet flambant neuf de cinq €. Il le ramasse, va voir le garçon d'écurie et lui dit : «Je te dois encore dix €, je t'en rends cinq, et je ne t'en devrai plus que cinq». Le garçon d'écurie va trouver l'écuyer auquel il avait également emprunté dix € et lui dit la même chose. L'écuyer le remercie, part trouver le professeur d'équitation et le rembourse également de la moitié de sa dette de dix €. Le professeur d'équitation se précipite chez le directeur du cirque, et fait de même. Ce dernier, qui un jour avait emprunté dix € au clown, se rend chez lui : «Voilà Auguste, je te rembourse déjà cinq €, je te rendrai les cinq restants plus tard». Avec les cinq € qu'il vient de

recevoir, le clown rembourse le reste de sa dette au garçon d'écurie, ce dernier rembourse l'écurier, qui rembourse à son tour le professeur d'équitation, qui rembourse le directeur, qui lui, enfin prend le clown à part pour lui rendre les cinq € qu'il lui doit encore. Ainsi, le clown récupère le billet de cinq € qu'il a trouvé et chacun est libéré de ses dettes.

Cette histoire, aussi banale soit-elle, permet de comprendre quelques faits essentiels. On n'y décrit rien d'autre qu'une série d'opérations de remboursements au moyen d'un billet de cinq € qui circule de mains en mains. Le fait que l'histoire commence avec un billet trouvé ne joue aucun rôle et n'a pour but que d'éveiller l'attention.



Le clown aurait aussi bien pu gagner les cinq €, les recevoir en cadeau ou les voler. Même s'il s'était agi d'un faux billet de cinq €, toutes les dettes auraient disparu au bout du deuxième tour si personne n'avait remarqué que le billet était faux. (Voir la face cachée N° 1 : «La Dame de Condé»)

Ce qui a disparu ce ne sont pas seulement les dettes de chacun, qui se montaient en tout à 50 €, mais aussi leur avoir, à raison du même montant. En effet la dette du clown envers le garçon d'écurie était compensée par la créance du garçon d'écurie sur le clown, et ainsi de suite.

Cette histoire nous montre que l'argent en circulation peut non seulement être utilisé de nombreuses fois pour acheter et être donné, mais aussi de nombreuses fois pour être prêté ou remboursé. Et tout comme la quantité d'argent utilisée dans notre histoire n'a pas varié au fur et à mesure des rembourse-

sements (il n'y avait qu'un seul billet de cinq €!), la masse monétaire utilisée dans l'économie ne varie pas non plus au fur et à mesure des opérations de prêts qui s'enchaînent. Quel que soit leur taux de répétition et indépendamment du montant total résultant de leur addition ou du montant des remboursements qui viennent en réduction, ce qui varie, ce sont les montants des avoirs (actifs, biens, créances, richesses) et des dettes (passifs, débits, manques,) mais pas la masse monétaire. La dette crée toujours son équivalent : l'avoir. Pas d'avoir sans dette. L'argent ou la monnaie, le billet de cinq € – ce que l'on nomme aussi le numéraire - représente « l'unité de compte » la plus solide car elle est généralement garantie par un Etat.

Sans la contrainte de l'intérêt, le clown, le garçon d'écurie, l'écuyer, le professeur d'équitation et le directeur de cir-

que - tous les intermédiaires - peuvent régler leur dette sans stress. La vitesse des remboursements et la contraction des dettes se sont effectuées au rythme de la vie. Un billet - le numéraire de cinq € - est

capable d'éponger des dettes dix, cent fois supérieures selon sa vitesse de circulation. Depuis longtemps on a constaté que les petits billets (5 et 10) circulent nettement plus vite que les grands (100, 200 et 500).



MONNAIE, DEVISE, FRIC, FLOUZE, BLE, THUNE, ARGENT, POGNON

La première fonction de la monnaie, le numéraire, est de servir d'indicateur universel de la valeur de toutes les marchandises et de tous les services. Sa seconde fonction est de servir d'intermédiaire universel pour tous les échanges de biens et de services. Elle facilite en particulier les échanges à des intervalles de temps plus longs. En effet, avec l'argent que j'ai obtenu hier en vendant ma voiture, je peux acheter un an plus tard une petite éolienne pour automatiser l'arrosage de mon potager. J'ai évité la complication de rédiger un contrat prouvant que j'avais livré une marchandise en échange de laquelle j'en attendais une autre, un an plus tard.

La permanence de la monnaie lui permet de servir de dépôt de valeur et lui offre la possibilité d'être changée de nouveau en un bien ou un service. Il existe toutefois une certaine opposition entre ces deux fonctions, celle de servir d'intermédiaire d'échanges et de servir de dépôt de valeur. Si quelqu'un retient l'argent chez lui, il interrompt des échanges. Ceux qui souhaitent vendre des marchandises peuvent en être empêchés si l'argent nécessaire pour les acheter reste, sans bouger, dans les caisses de ceux qui n'ont pas de besoins immédiats.

Les règles qui entourent l'argent peuvent freiner sa liquidité et le transformer en créateur d'injustice sociale et instrument de domination.

Celui qui prête son argent en reste le propriétaire mais il renonce au privilège de pouvoir l'utiliser quand il veut. C'est pourquoi, comme récompense,

pour la durée du prêt, on justifie de nos jours qu'il reçoive une sorte de loyer : les intérêts. Les intérêts sont depuis longtemps caractéristiques des prêts d'argent.

Au cours de l'histoire, on a proposé diverses manières de justifier les intérêts que rapporte l'argent prêté. Ils seraient une prime pour le fait de s'abstenir de la consommation immédiate que permettrait cet argent. Il serait normal, prétend-on, de préférer une consommation

immédiate à une consommation différée. Pour justifier ce retard de jouissance on promet au prêteur les intérêts qui lui permettront, dans l'avenir, de bénéficier d'une consommation accrue. Pourtant, celui qui au lieu de consommer, retient son argent chez lui, pourra l'employer quand il le veut; mais personne ne lui donnera une prime pour s'être abstenu. Il n'y a de prime que s'il prête son argent.

Cependant le seul fait de repor-



ter à plus tard sa consommation ne peut pas suffire pour mériter une prime. En effet, celui qui prête son argent s'abstient d'acheter. Il reste donc économiquement inactif, mis à part le fait qu'il ne garde pas son argent dans son coffre-fort et qu'en le prêtant, il le remet en circulation. Ce n'est que pour cela qu'il peut en attendre une prime. Ainsi, il redonne à l'argent sa fonction première d'intermédiaire d'échanges.

La justification des intérêts est fallacieuse pour d'autres raisons...

La banque centrale crée et met l'argent en circulation. Alors qu'elle n'a pas fait d'épargne et ne se prive de rien, elle fait pourtant crédit et demande des

intérêts. (Voir : «La Face cachée de la monnaie N°1»). En effet, il faut payer des intérêts pour bénéficier de cet argent nouvellement créé. Les intérêts ne sont donc pas une prime pour le fait de s'abstenir de consommer.

On prétend également que les intérêts garantissent la répartition optimale de l'argent : on le placera là où il est le plus rentable. Ce faisant les intérêts condamnent les entreprises qui n'atteignent pas le rendement exigé de l'argent prêté. Même si, en soi, une entreprise est encore rentable, son propriétaire (actionnaires par exemple) va préférer prêter son argent à d'autres plutôt que de l'employer pour sa propre entreprise si le taux d'intérêt qu'il peut en attendre est plus élevé que le rendement de son entreprise. C'est pourquoi actuellement, dans les entreprises, le secteur financier devient prépondérant par rapport au



capital investi. Si par la production de mon entreprise je n'obtiens que 3% de gain, je préférerais prêter mon argent à celui qui me promet 4% d'intérêts. L'intérêt que l'on obtient pour un crédit a pour conséquence que les entreprises dont la rentabilité n'atteint pas celle de l'argent prêté sont disqualifiées et vouées à disparaître. Cette course à la rentabilité est à l'origine d'une grande partie des licenciements boursiers que nous connaissons actuellement en Europe.

En Inde, depuis plus de 2600 ans, les membres de la caste dominante des Brahmanes se font des prêts sans intérêt. Mais pour prêter de l'argent aux castes inférieures, le taux d'intérêt annuel peut monter jusqu'à 3600% (!). L'intérêt sur le crédit est donc un solide moyen de domination.

Autrefois, les Eglises, et pratiquement toutes les religions, qualifiaient les intérêts de «péché d'usure». Aujourd'hui l'usure est rentrée dans les moeurs. Il est permis, dit-on, de «lais-

ser travailler » son argent. Si l'on sollicite un crédit auprès d'une banque, elle en exigera le plus fort intérêt, que ce soit pour financer des funérailles, des médicaments ou produire des armes. Et en réalité, celui qui « laisse travailler » son argent, fait travailler des gens pour son intérêt. Ce ne sont que les hommes qui travaillent.

On dit souvent que, sans un système d'intérêts, personne n'épargnerait de l'argent. C'est inexact. Si je prévois des besoins futurs, par exemple pour faire un voyage autour du monde, je dois attendre jusqu'à ce que j'aie la somme d'argent nécessaire à cet effet. Je ne vais pas dépenser tout mon argent maintenant. Même si le prêt à intérêts n'existait pas, une prudence élémentaire m'inviterait à épargner en vue de besoins futurs. Il est vrai, dans le système actuel, sans intérêts je ne prêterais pas mon argent, mais je le garderais dans la tirelire.

Il y a une meilleure justification des intérêts : ils sont le loyer d'un avantage inhérent à l'argent, à savoir sa liquidité. C'est-à-dire que la monnaie est toujours privilégiée en comparaison des biens ou des services. Celui qui vient au marché avec des marchandises a des coûts de transport, de publicité, de maintenance. Celui qui vend des fleurs est très pressé par le temps; elles vont bientôt se faner. Si l'on vend des billets de théâtre ou de concert, dès le lendemain de la représentation ou de l'exécution, ils n'auront plus la moindre valeur. Par contre, celui qui possède de l'argent peut attendre jusqu'à ce qu'il trouve le prix le plus avantageux. Aujourd'hui, celui qui jouit de liquidités n'a pas de coûts. C'est là le privilège de l'argent.

On peut « laisser travailler » son argent en restant inactif soi-même. L'argent est une valeur garantie créée à partir



de rien, ayant reçu l'avantage de pouvoir se reproduire par les seules règles qui le commandent. En plus de sa valeur nominale, il offre les avantages de la liquidité : l'argent est la marchandise la plus liquide parce qu'il peut être échangé contre toutes les autres marchandises ou services. La liquidité de l'argent peut servir pour toute sorte de transactions. Elle

donne une sécurité en cas d'imprévus et elle rend même possible la spéculation.

Si, par exemple, dans un concours, je gagne au choix un voyage aux USA ou son montant en argent comptant, je vais probablement préférer cette dernière option. L'argent me laisse plus de liberté pour différents choix. En me garantissant cette liberté plus grande,

l'argent possède une espèce de plus-value, qui s'ajoute à sa valeur nominale.

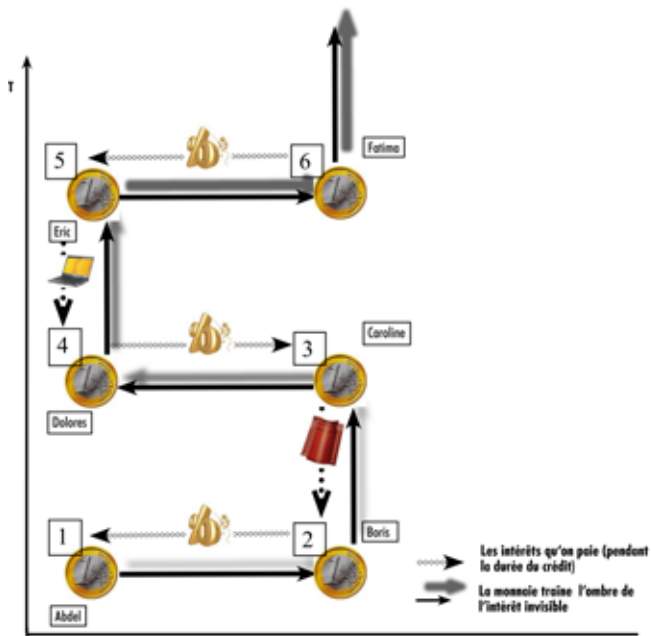
Dans ce sens, la monnaie est un joker, qui l'emporte sur toutes les autres cartes, comme dans les jeux.

Celui qui prête son argent, tout en restant propriétaire, ne renonce qu'aux avantages de la liquidité de cet argent. Et c'est parce qu'il renonce temporairement à ces avantages réels - qui s'ajoutent à la valeur nominale de l'argent - qu'il reçoit des intérêts.

En plus, une seule et même somme d'argent peut générer quasi simultanément des intérêts plusieurs fois.

Si Abdel (1) prête une somme X (par l'intermédiaire d'une banque ou non) à Boris (2), il reçoit des intérêts que Boris devra payer. Boris (2) peut aussitôt employer ce crédit pour acheter des tuiles pour réparer le toit de sa maison, mais il continuera de payer les intérêts, alors que l'argent se trouve déjà en d'autres mains, celle de la fabricante des tuiles Caroline (3). La somme d'argent et les intérêts qu'on paie pendant la durée du crédit se séparent donc. Caroline (3) peut de nouveau pour une autre durée et avec un autre taux d'intérêt prêter à Dolores (4) cette somme d'argent qu'elle a reçue pour les tuiles. A son tour Dolores (4) peut ainsi acheter chez Eric (5) un PC portable. La monnaie va de main en main pour payer marchandises et services (), la monnaie empruntée () - dès sa création - est suivie du voile gris et invisible de l'intérêt. Ce constat banal est toujours et encore

nié par quelques économistes qui prétendent que la monnaie serait tout simplement un voile neutre qui accompagne les échanges dans l'économie...



L'institution qui se met au centre de ces échanges n'a qu'à compter le nombre de chameaux qui passent, autrement dit : ramasser comme intermédiaire le voile ou l'ombre de l'intérêt généré le long du chemin de la circulation monétaire. Ce nouvel ordre se présente alors schématiquement de la manière suivante :

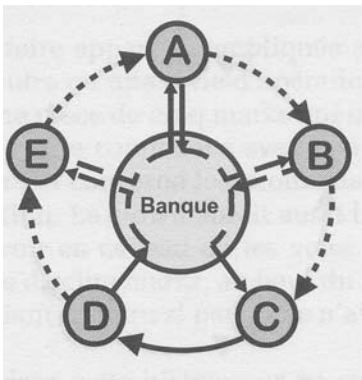
Les banques au coeur des transactions.

On paye les intérêts toujours pour toute la durée du crédit. Mais l'argent lui-même se transmet, avec son avantage de joker, dès le premier jour à d'autres qui, sans coût pour eux, profitent alors de sa liquidité ou peuvent le prêter à nouveau à des tierces personnes.

Ainsi celui qui bénéficie d'un crédit hérite des coûts de sa liquidité alors qu'il n'en dispose plus. Est-il justifié que ces coûts perdurent ?

Mais qui a bien pu inventer les intérêts composés ?

Celui qui perçoit des intérêts peut les ajouter à la somme prêtée à la fin de chaque an-



née. Pour une somme X prêtée avec des intérêts Y , il percevra, l'année suivante des intérêts sur la somme $X+Y$. L'intérêt génère lui-même de l'intérêt. C'est ce que l'on appelle innocemment les intérêts composés.

Cette règle n'est plus remise en cause. Ainsi une somme de 10 000 € prêtée avec 3% d'intérêts composés pendant 50 ans exigera un remboursement de 43 893€. En cinquante ans le capital est multiplié par un facteur de 4,4. Avec des in-

térêts de 4%, on arrive après 50 ans à 71 066€, ce qui représente un facteur de 7. Avec 11% d'intérêts composés, le résultat serait de 1 845 646€. Le capital se multiplie alors avec un facteur de 184. Un seul pour cent de plus - 12% - donnera 2 890 019€. Le facteur de multiplication 289. Bien que la différence des taux d'intérêt entre 3% et 4% ne soit que d'1 %

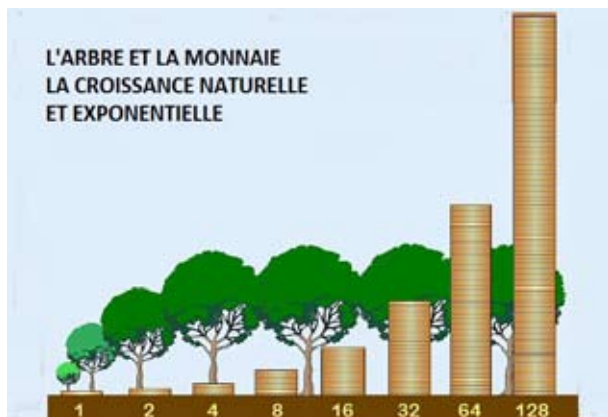
comme la différence entre 11% et 12% dans le premier cas, la différence était de 22.227€ tandis que dans la deuxième elle est de 1 044 373€ toujours pour la durée de 50 ans. Tel est l'effet des intérêts composés. Avec des intérêts simples, on arriverait à 70 000€ au lieu de 2 890 019€ pour une somme de 10 000€ à 12% par an.

LA REGLE DE 72

Les banquiers, comme tout le monde, n'ont pas une calculatrice dans la tête. Mais pour estimer l'effet des intérêts composés ils ont trouvé une règle assez simple. Pour calculer facilement le laps de temps au bout duquel le système des intérêts composés arrive à doubler le capital prêté, il faut diviser le nombre 72 par le taux d'intérêt. L'effet du système des intérêts composés apparaît seulement après un certain temps. Un prêt de 10 000€ à un taux d'intérêt de 12%, doublerait en six ans. Mais les 20 000€ ainsi accumulés au taux d'intérêt de 12% seraient 40 000€ après une nouvelle période de 6 ans. Après 12 ans les 10 000€ auront donc quadruplé. Un capital prêté à un taux de 6% double en 12 ans; à un taux de 10% il double en 7,2 années et en 14,4 ans on en aura déjà le quadruple. Si, par exemple, un État a obtenu un crédit X en 1965 à un taux de 7,1 %, puis a refinancé ce crédit par de nouvelles dettes, en 1998 les intérêts composés s'élèveront déjà à 63,76 % de la dette originale. En 2025, ils s'élèveront à 435,14% !

Au coeur de la croissance

Avec ce système, si on veut éviter que le secteur des intérêts s'étende au détriment de tout le reste de l'économie, il faudra maintenir un taux de croissance de 3% environ. Ce taux suffirait pour que



l'économie se développe du simple au double en 23 ans (règle de 72). Après 235 ans, elle serait multipliée par 1000. Ce fait mathématique simple porte à l'évidence qu'une telle croissance n'est pas viable. La croissance exponentielle est une des particularités d'une tumeur cancéreuse. C'est comme un moteur n'ayant pas de raté si l'on accélère constamment. Dans tous nos systèmes techniques, le signal d'alarme sonnerait immédiatement. Curieusement dans le cas de notre système monétaire presque personne ne s'intéresse

à ce problème comme s'il était quelque chose de sacré. Un tabou ?



Comment ce système se répercute-t-il actuellement dans l'économie ?

Tout d'abord, il conduit à une répartition très inégale de l'argent. En effet, pour que l'argent

viene là où il est nécessaire pour satisfaire les besoins existentiels, les règles financières actuelles conduisent à transférer plus d'argent encore à ceux qui en disposent déjà suffisamment, car tous leurs besoins de biens réels sont déjà satisfaits.

«Suite au krach des spéculations financières 2007, 2008, 2009 et 2010, ce sont les grandes banques qui ont reçu des aides par milliards. La majorité des aides favorisait la consommation de masse la plus stupide, c'est à dire les bagnoles et d'autres produits industriels remplissant les poches des actionnaires des sociétés déjà trop grosses. Il n'existe pratiquement aucune mesure menant à une sortie de crise, vers la relocalisation de l'économie, les circuits courts, le «small is beautiful»... Le désir d'avoir plus d'argent ne connaît pas de limite. Le journaliste du Monde, Hervé

Kempf, revendique avec raison le RMA : le revenu maximal autorisé.»

On prétend souvent que la loi fondamentale du capitalisme consiste à favoriser celui qui s'engage, l'acteur. Mais il semble bien que cela ne soit pas vraiment le cas de notre capitalisme actuel. Un jeune entrepreneur si créatif soit-il, s'il ne dispose pas de capitaux propres, est désavantagé, sinon sanctionné par les intérêts qu'il doit payer pour un crédit. Au contraire, le propriétaire fortuné, même s'il ne produit rien, se trouve gratifié par le simple fait des intérêts qu'il reçoit automatiquement pour avoir prêté son argent. En raison même du système des intérêts, l'argent va ainsi de plus en plus là où son utilité est marginale, décroissante ou la plus faible. Dans d'autres domaines, une diminution des rentrées semble normale. Mais dans la finance, tout le monde s'attend à ce que

pour tout €, nouveau ou investi en épargne, le rendement soit nominalement égal ou même supérieur aux rentrées générées par les investissements précédents.

A combien se montent les intérêts cachés ?

On ne paie pas seulement des intérêts pour ses propres dettes. On en paie aussi pour ce qui s'appelle le service de la dette : celle des producteurs des divers biens et prestations, qui répercutent les intérêts de leurs dettes sur leurs prix.

Si l'on regroupe tous les ménages de l'Allemagne, par exemple, en dix groupes égaux en nombre de foyers, mais répartis selon leurs revenus, le dixième groupe, soit le plus riche, bénéficie d'un solde d'intérêts très positif, il



encaisse quotidiennement environ 300 000 000€ (trois cent millions). Le neuvième groupe a un solde équilibré. Les huit groupes inférieurs accusent tous un solde négatif.

Même s'ils reçoivent quelques petits intérêts pour leur compte bancaire, ils payent beaucoup plus d'intérêts, sans le savoir, dans leurs loyers ou dans les prix des marchandises. La

moyenne de ces intérêts cachés s'éleve actuellement à environ 30% du prix payé pour tous les biens de consommation.

Les intérêts cachés dans une bière servie au comptoir de n'importe quel bar peuvent s'élever à 45% du prix payé par le client. Et les intérêts coulent en permanence vers les plus gros revenus.

L'Europe est actuellement plus riche que jamais. Pourtant on se voit contraint de réduire les dépenses sociales parce que les Etats sont asphyxiés par le service de leurs dettes. En Allemagne au mois d'août 2003, l'endettement de tous les budgets publics (Communes, États fédéraux, République fédérale) s'élevait à la somme incroyable de 1 300 068 000 000 €, (mille trois cent milliards et 68 millions €) et il s'accroît mensuellement de cinq milliards d'€.

Quelle peut être la réaction de l'État ? Restreindre toutes les dépenses, à commencer par

les prestations sociales ? Augmenter les impôts ? Tolérer un nouvel endettement ? Toutes ces mesures ne peuvent être que contreproductives.

Il est très facile d'appeler les consommateurs à économiser. Mais si les uns ne consomment pas, les autres ne peuvent pas vendre leurs marchandises ni payer leurs dettes; et cela peut entraîner des faillites.

Celui qui s'interroge sur la raison des intérêts est souvent mis du côté de ceux qui sont partisans d'interdire les intérêts. Il ne s'agit pas de cela. Car, si l'on interdisait les intérêts, il n'y aurait plus que très peu de gens qui prêteraient leur argent. Tout le monde préférerait garder son argent chez soi. Il est bien plus agréable de disposer soi-même de liquidité à tout moment. L'argent serait ainsi soustrait à la circulation, ce qui entraînerait le blocage de toute l'économie. Notre économie exige que l'argent circule.

Un remède génial existe : «payer le juste prix pour l'avantage de la liquidité de la monnaie».

Pour trouver ce remède, il faut revenir sur le fait que l'argent, grâce à sa liquidité, joue dans le commerce le rôle d'un joker. Cet avantage de la liquidité est imputable non aux initiatives de son propriétaire mais parce que la monnaie est avant tout un bien public. La liquidité de l'argent relève de la confiance mutuelle des participants au commerce.

Elle confère une acceptabilité générale aux moyens d'ordre technique (pièces de monnaie, billets de banque, chèques). Grâce à tous ceux qui l'acceptent et le transmettent l'argent est

un bien public déclaré comme moyen de paiement légal, et protégé par la constitution des pays et des régions.

Dans la situation actuelle, le propriétaire de l'argent jouit gratuitement de sa liquidité. Il peut la mettre à disposition et récupère ainsi les intérêts. Ceci peut se comparer à un impôt privé pour l'emploi d'un véhicule public. Tant que l'on retient l'argent, on l'empêche de circuler et de servir comme moyen d'échange. Les intérêts sont une incitation à éviter les blocages. Retenir l'argent est comparable au fait d'immobiliser dans le domaine privé des wagons de chemin de fer pour marchandises et à réclamer une rançon pour permettre leur remise en circulation. La monnaie fonctionne par ce que l'État la déclare légale, l'utilise et l'impose. Cela signifie qu'on peut payer avec elle les impôts et les taxes prélevés par l'État. Mais comment cette monnaie entre-t-elle

dans le marché ?

Sous le régime actuel, ce n'est plus l'État lui-même qui fait entrer l'argent dans le marché, mais la Banque centrale qui jouit d'une surprenante indépendance par rapport à l'État.

Elle fait entrer la monnaie en circulation seulement en l'émettant sous forme de crédit, alors qu'elle pourrait la donner. Actuellement, l'argent en circulation est donc toujours le résultat d'un endettement.

On doit rendre non seulement le crédit, mais aussi des intérêts, donc davantage que ce qui est entré par le crédit sur le marché. Pour rembourser les intérêts, il faut s'endetter à nouveau : ainsi s'ouvre un piège continu. Dans une économie vieillissante, le fardeau du service de la dette devient toujours plus lourd.

Que se passerait-il si, au lieu que la Banque centrale introduise l'argent par le crédit, l'État lui-même créait l'argent

et payait avec lui des prestations comme les hôpitaux, la construction de routes ou l'enseignement dans les écoles ? Cet argent ne résulterait pas d'une dette et ne devrait pas être remboursé avec des intérêts.

Certes, la quantité d'argent en circulation devrait être surveillée par une instance indépendante des souhaits immédiats des gouvernants.

L'État accepterait ce même argent comme paiement d'impôts, et pourrait ensuite de nouveau le dépenser. L'importance de l'indépendance de l'instance de surveillance est évidente, permettant d'éviter tout risque de fraude.

Un remède global contre la crise

L'argent actuel étant un joker, il n'est donc pas neutre par rapport aux marchandises et

prestations.

Une première solution pour rendre l'argent neutre serait globale : une concertation entre États. On peut introduire des frais (des intérêts négatifs) pour la mise à disposition de liquidité.

De cette façon, celui qui voudrait garder de l'argent en caisse et profiter des avantages de sa liquidité ne pourrait plus le faire gratuitement. Cela va restreindre les possibilités de faire des transactions spéculatives.

Autrement dit : ces frais ne seraient pas un impôt mais le juste prix pour un avantage jusqu'alors offert gratuitement à ceux qui « travaillent » avec l'argent.

Grâce à ce juste prix pour l'avantage de garder l'argent en caisse, il devrait désormais payer pour le fait de jouir de la liquidité. Si, au contraire, il prête son argent, il ne recevra pas d'intérêts, mais il sera exonéré des coûts pour la liquidité. À l'échéance du temps du prêt,

il pourra à nouveau disposer de l'intégralité de la somme prêtée, mais elle ne se serait pas accrue sans son travail.

Avantage important...

En définissant ce tarif, la banque centrale, qui met à disposition l'argent, pourrait influencer très directement la vitesse de circulation de l'argent. Actuellement, la variation de la somme totale d'argent en circulation n'a pas plus d'effet que ne l'aurait une laisse très longue pour diriger un chien. Pour introduire ce juste prix pour l'avantage de la liquidité, plusieurs possibilités se présentent. A l'heure des paiements électroniques, on pourrait automatiquement décompter ces intérêts négatifs. Pour les billets, on pourrait les imprimer en différentes couleurs, supprimer régulièrement une couleur tirée au sort et les faire sortir

pourrait offrir un nouveau service à ceux qui souhaiteraient participer à un «réseau monnaie neutre». La banque prendrait un crédit à l'extérieur, disons un million d'€, sous les conditions normales, c'est-à-dire avec le taux d'intérêt habituel. Mais, à l'intérieur du cercle des participants au réseau, cet argent serait traité de telle manière que les intérêts correspondants seraient toujours à payer par celui qui conserve cet argent dans sa caisse et seulement pour le temps pendant lequel il s'y trouve.

Exemple

André prend un crédit de 100 000 € pour acheter une machine. Il transfère l'argent dès le lendemain à l'usine de Bruno qui fabrique ce type de machines. Il verserait à la banque les intérêts pour une journée seulement, tout en s'engageant à repayer le crédit après le délai stipulé au mo-

ment du prêt initial. Après cette journée, Bruno continuerait de payer les intérêts. Ceux-ci resteraient ainsi toujours liés à l'argent même, au lieu de s'en séparer. Il sera coûteux à Bruno de maintenir les 100 000 € sur son propre compte. Mais s'il les réinvestit immédiatement dans un nouveau projet, il n'aura à payer que la part des intérêts qui correspond à ce bref intervalle. Il peut également se libérer de ces coûts pour la liquidité en prêtant la somme à un autre.

On emploie ainsi l'argent comme médiateur d'échanges, sans jamais l'immobiliser sur son propre compte. Les clients participant à ce réseau obtiendraient des crédits extrêmement favorables.

Mais ils ne pourraient les employer qu'à l'intérieur du réseau. Cet argent, coûteux s'il reste immobilisé, incite à faire bien des transactions, souvent favorables, qu'ils n'auraient

pas pu faire autrement.

Ce système aurait besoin (tel un réseau téléphonique) d'un nombre suffisant de participants. Surtout il serait bon que les municipalités et d'autres collectivités régionales y participent en acceptant le paiement, des impôts locaux ou de produits et de prestations les plus demandés, avec cette monnaie neutre. Ce réseau créant ainsi un marché suffisamment varié, il est probable que, dans ces conditions, ce nouveau système se répandrait automatiquement.

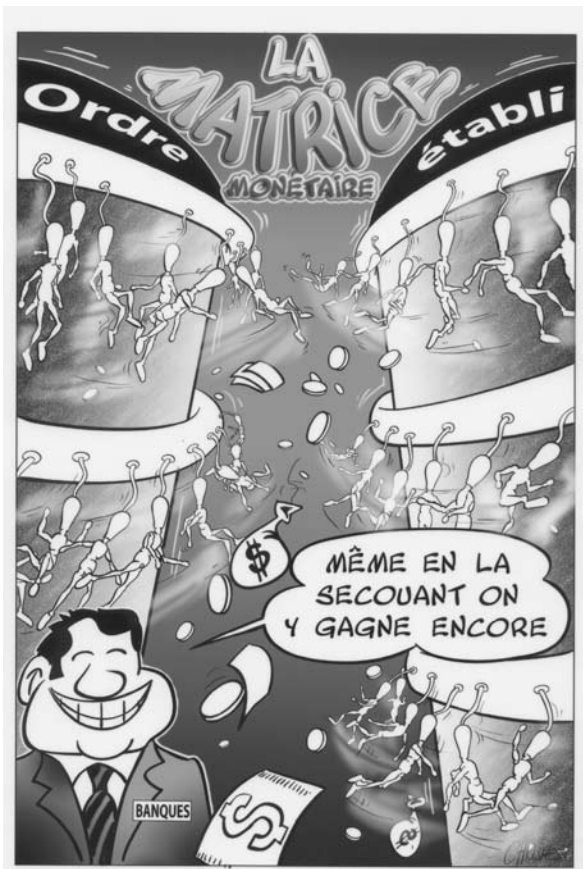
Que se passera-t-il pour ceux et celles qui détiennent un compte en banque bien garni, un fond de réserve pour la retraite, un dépôt conséquent pour les études des enfants ?

Donnons ici pour conclure l'amorce d'une réponse en comparant le système des retraites par capitalisation et le système des retraites par répartition.

La capitalisation par les fonds

de pension nécessite un nombre de plus en plus important de gérants de fortunes spécialistes de placements spéculatifs à court moyen et long terme. Et ces messieurs ne sont pas des bénévoles. Le capital épargné par chaque individu doit être placé de préférence au meilleur intérêt, ce qui a pour conséquence que les épargnants actifs placent, via leur fond de pension, leurs avoirs dans les sociétés les plus rentables indépendamment de leur utilité sociale et du lieu de leur implantation. (Voir page 16 dans cette brochure *les licenciements boursiers*).

La méthode de répartition se finance par la prospérité de la génération active, des taxes et des impôts. Elle repose sur une *économie réellement existante* qui est obligée de maintenir un tissu d'activités productives et de service et se passe des plus values spéculatives et incertaines.



La matrice monétaire ou la régulation du crédit

Essayez d'imaginer cette proposition humaine et géniale - le réseau de monnaie neutre - se prolonger dans toutes les directions et vous aurez bien plus confiance en l'avenir dans un monde qui appliquerait cette régulation. Et si vous en doutez, nous vous donnons un rendez vous dans le numéro trois de *La face cachée de la monnaie*.

Les erreurs et fautes inhérentes au système monétaire ne sont pas connues par les citoyens.

C'est la raison d'être de ces brochures *La face cachée de la monnaie*. La monnaie est un bien commun. Un bien public. Un outil d'échange qui appartient partout à chacun et chacu-

ne de la même manière. Il suffit de repenser les règles, d'en discuter librement, de poursuivre, d'approfondir et de diffuser les idées et propositions amorcées dans ces quelques lignes.

Mais faisons attention, le fonctionnement actuel de la matrice monétaire domine et détruit la démocratie. Celle-ci se laisse enfermer depuis trop longtemps dans cette économie qui, derrière *le brouillard de la monnaie*, sert les détenteurs de capitaux de plus en plus puissants.

L'actuelle matrice monétaire porte en elle une dynamique de croissance phénoménale. Elle permet la construction de pistes de ski au milieu du désert. Nous assistons à la destruction de la planète par la déforestation, le pillage des matières premières, l'érosion de la biodiversité, la désertification, la pollution et la genèse de l'irréparable.

L'expérience et le savoir de milliers de générations de nos

ancêtres sont aujourd'hui soumis à la privatisation par cette matrice monétaire. Son fonctionnement arrache au bien commun tout ce qui est gratuit ou ce qui ne peut avoir de prix : le sol, le sous-sol, les plantes, les animaux, les semences, à travers le brevetage du vivant, l'eau, et si la pollution dans les villes s'accroît encore plus, bientôt même l'air.

Le crédit et son intérêt, selon les modes d'emploi actuel, obligent à élargir continuellement la

sphère marchande à tous les services publics et tous les domaines de l'existence. Il impose un titre de propriété même aux plus petites des choses comme les gênes et les nanoparticules. Les façades brillantes d'une société superficielle et gadgetisée veulent nous faire croire que nous vivons dans le plus libre des mondes possibles, mais elles cachent de moins en moins l'enfer que vivent les esclaves du crédit.

Hannes LAMMLER,
Michel SELOUI

Remerciements

Merci aux amis de *JournArles*, au comité de *Manger sans paysans - la fin de la culture paysanne ?* au Forum Civique européen et en particulier à Arnaud BECHET, Marie LESAVRE, Guy MARIGOT, Rosmarie et Patrick ROSEN, Olivier MAHEUX, Vincent DELAHAYE, Jean Marc PEYTAVIN, Jean Pierre BERLAN, Marc OLLIVIER, Yves MICHEL, Julien GOGNIAT, Pierre BESSON, Amor FLORES, Christian KESSLER, Peter KNAUER.

Epilogue

Changer les règles qui commandent la monnaie pourrait se réaliser aussi au sein d'un Observatoire citoyen des Banques Centrales

Introduction

La prédominance de la spéculation financière sur l'économie réelle est une des principales causes des crises à répétition que nous avons connu ces derniers temps. Sa régulation est élaborés et sanctionnés par la Banque mondiale, le FMI, l' OMC et last but not least la Banque des règlements internationaux (la BRI), une sorte de coordinatrice des banques centrales de la planète. La BRI est une institution internationale et exterritoriale installée à Bâle, qui repose sur un contrat d'Etat entre la Suisse et les pays d'origine des banques centrales qui y adhèrent.

Les précurseurs des banques centrales ou des banques d'émission, les « imprimeries des billets de banques » se sont développés au XVIIème siècle. La banque de Suède en 1661 suivie de la banque d'Angleterre en 1689. Leur mission était la création monétaire. Ce droit régalien royal est devenu plus tard un droit public souverain. Aujourd'hui il a échappé à l'ingérence démocratique. La création monétaire ex nihilo se fait de façon totalement opaque alors que la monnaie favorise les échanges, attribue une valeur aux biens et peut être stocké (thésaurisé, épargné) grâce à la garantie d'un cadre législatif et des accords interétatiques. La monnaie serait sans valeur sans le respect exigé et imposé par le monopole de la force des Etats.

La régulation de la création monétaire, les relations entre les banques centrales et la gestion des « règles du jeu » font partie des préoccupations essentielles de la BRI. Les directeurs des banques centrales se retrouvent plusieurs fois par an pour un rendez vous de débats, réflexions, négociations et prise de décisions à Bâle. Des observateurs des ces rencontres discrètes estiment que l'un des évènements les plus marquants du début du troisième millénaire est la participation depuis 2002 du directeur de la banque centrale de Chine à ces rencontres périodiques au sein de la BRI.

Un observatoire citoyen des banques centrales

La connaissance de la création monétaire est inversement proportionnelle à son importance politique et à sa signification pour la lutte pour la justice so-

ciale et l'écologie. Un Observatoire des Banques Centrales pourrait contribuer à changer cela.

La création d'un Observatoire des Banques Centrales pourrait forcer à plus de transparence, favoriser la compréhension, promouvoir l'échange de savoirs, questionner fondamentalement la pratique de la création monétaire et élaborer une théorie de la monnaie jusqu'à présent peu ou mal enseignée.

L'observatoire pourrait accompagner d'une manière critique les recommandations proposées par la BRI (exemple Bâle II*) en les expliquant dans un langage compréhensible pour tout un chacun. Il contribuerait à déconstruire les blocages de pensées et à réconcilier l'économie avec la démocratie.

Les banques centrales ne sont actuellement pas soumises au contrôle parlementaire de leurs pays respectifs mais tenues par la loi de guider le système monétaire et du crédit, ce qui représente une partie constituante de chaque économie nationale. Elles pratiquent une politique étrangère autonome dans le cadre de la BRI à Bâle et échappent au contrôle des parlements.

Les banques centrales sont des institutions essentielles pour diriger le développement économique et ont la possibilité de limiter la domination du crédit face à l'économie réelle. Les banques centrales pourraient réguler les monnaies de manière à rendre plus transparentes et plus précises les limites entre la criminalité économique et l'action responsable. Sans leur contribution la catastrophe écologique ne pourra être évitée.

C'est la raison pour laquelle des hommes et des femmes de l'être et non de l'avoir, venant de toutes les régions, des professions et des traditions culturelles les plus diverses, pourraient se rencontrer périodiquement au sein d'un observatoire citoyen pour élaborer ensemble des voies qui permettront d'éviter la mort des démocraties sous le dictat de l'économie. Les banques centrales ne doivent pas être les institutions d'une petite minorité de détenteurs d'un pouvoir global et antidémocratique composées de représentants des multinationales et des géants du système bancaire et financier, qui mènent le monde vers un apartheid planétaire en contribuant au financement de guerres et de catastrophes industrielles.

*) Bâle 2 : consulter Wikipedia

Bibliographie

- Maurice Allais, *La crise mondiale d'aujourd'hui*, dispo www.Journalles .org.
- Helmuth Creutz, *Le Syndrome de la Monnaie*, Edition Economica, 2008.
- André Jacques Holbecq, *Un regard citoyen sur l'économie*, Ed. Yves Michel, 2002
- Dominique Plihon, *La monnaie et ses mécanismes*, La découverte, 2007
- John Berger, *La Cocadrille*, Editions Champ Vallon/ La Fontaine de Siloë, 1992
- Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse*, Editions de l'Aube, 2003
- Vandana Shiva : *Le terrorisme alimentaire* comment les multinationales affament le tiers-monde, Editions FAYARD, 2001
- Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Ed. Seuil, 2009
- Bernard Lietaer, *The Future of the money*, Ed. Century 2001
- Mathias Weis, Heiko Spitzeck, *Der Geldkomplex*, Haupt Verlag, 2008
- Hannes Lammler, *Opération grippe aviaire*, Ed. Esprit Frappeur, 2007
- Joseph Stiglitz, *Un autre monde*, Edition Fayard 2006
- James Robertson, *Une histoire de l'argent*, autrement junior, 2007
- A.J. Holbecq et Patrick Viveret, *Une alternative de société : l'écociété*, Editions Yves Michel, 2008,
- A.J. Holbecq, *Argent, Dette et Banques*, Editions Yves Michel, 2010

Sur www.journalles.org vous trouverez d'autres livres et films que nous vous recommandons de même que ceux qui sont mentionnés ici :

L'île aux fleurs (Ilha das Flores), Jorge Furtado, 1989	15 min
Let's make money, Erwin Wagenhofer, 2009	96 min
FOOD INC, Robert Kerner	105 min
Le monde selon MONSANTO, Marie Monique Robin, 2008	109 min
Le blé de septembre, Peter Krieg, 1980	96 min
L'argent, Isaac Isitan, 2003	65 min
The Meatrix - disponible sur Internet - Free Range Studio,	4 min
Who is counting? Sexe, mensonges, mondialisation, Marilyn Waring	94 min
MOMO, Michael Ende, réalisation Enzo Dalò, bande dessinée 2003	77 min
ARGENT DETTE, Paul Grignon, www.bankster.tv	47 min
SOLUTIONS LOCALES pour un désordre global, Coline SERREAU 2010	120min
THE CORPORATION, Joel BAKAN, livre, DVD et téléchargement	160 min

Les brochures

La face cachée de la monnaie

sont disponibles en



Elles peuvent être téléchargée imprimée et diffusée sous Licence créative commons. C'est-à-dire que l'œuvre peut être librement utilisée, à la condition de l'attribuer à [journArles](http://www.journArles.org) ou en citant www.journArles.org. Les associations à but non lucratif, les chômeurs, les sans abris - peuvent la reproduire et la vendre. L'utilisation commerciale à but lucratif reste soumise à autorisation. Ces brochures sont libres à la traduction, à l'adaptation régionale et pour des court métrages: Informations et conditions à télécharger sur www.journArles.org.

Merci de participer à la distribution !

- 1 exemplaire pour 1€ (+ port 0,60cts)
- 10 exemplaires pour 6€ (+ port 2.-€)
- 20 exemplaires pour 10€ (+ port 4.-€)
- 50 exemplaires pour 30€ (+ port 7.-€)
- 100 exemplaires pour 50€ (+ port 11.-€)

MERCI pour votre commande

Envoyez vos chèques SVP à
journArles, Maison de la Vie associative, Bd les Lices, 13200 Arles
ou faites un don par virement via Internet sur notre compte :
La banque postale, Centre financier Marseille
13900 MARSEILLE Cedex 20.
journArles: IBAN FR15 2004 1010 0817 6760 7 B02 989

Morpheus : La Matrice est partout. Elle nous enveloppe, même dans cette pièce. Tu peux la voir quand tu regardes par la fenêtre, ou quand tu es devant la télévision. Tu sens sa présence quand tu vas travailler, quand tu vas à l'école, quand tu payes tes impôts. C'est le monde qui a été placé devant tes yeux pour te cacher la vérité.

Neo: Quelle vérité?

Morpheus: Que tu es un esclave, Neo. Comme tout le monde, tu es né dans l'esclavage, dans une prison que tu ne peux ni sentir, ni toucher. Une prison pour ton esprit... La Matrice est un système, Neo. Et ce système est notre ennemi. Quand on est à l'intérieur, que voit-on? Des hommes d'affaires, des professeurs, des avocats, des charpentiers... En attendant, ils font partie de ce système. Tu dois comprendre : ils ne supporteraient pas d'être débranchés. Certains sont si amorphes et tellement dépendants du système qu'ils se battraient pour le protéger..."



Extrait du film **MATRIX**

PAF 1€